

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

Châlons en Champagne,

*bureau de l'environnement
et du développement durable*

3D/3B/CA
**Installations classées
N° 2008 MD 145 IC**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
Société IMERYYS T.C lieudit « Le Cul de fer »
à Pargny-sur-saulx**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne**

VU :

- le code de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98.A.33 IC du 28 avril 1998,
- le bilan de fonctionnement, déposé par la société IMERYYS T.C par courrier du 29 décembre 2006, pour son site au lieudit « le cul de fer » et complété en septembre 2007 en application de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- le courrier de la société IMERYYS T.C à l'inspection des installations classées en date du 25 juillet 2008,
- le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 août 2008,

Considérant que :

- les cuves de stockage de carbonate de baryum liquide et d'oxyde de manganèse ne disposent pas de cuvettes de rétentions, conformément aux dispositions de l'article 2.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 avril 1998, réglementant l'établissement tel qu'il apparaît dans le bilan de fonctionnement fourni par l'exploitant,
- le délai proposé par l'exploitant par courrier du 25 juillet 2008 est trop éloigné au regard de la nature des produits concernés,

Sur proposition de Mme la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Champagne Ardenne,

A R R E T E

Article 1 :

La société IMERYYS T.C, située au lieudit « Le Cul de fer », est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.12 de l'arrêté préfectoral du 28 avril 1998 **sous un délai de trois mois.**

Le délai de réalisation s'entend à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Article 2 : Echéances

La société IMERYYS T.C doit fournir à l'inspection des installations classées, à l'échéance fixée à l'article 1, les justificatifs ou les rapports afférents aux mesures prescrites.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, direction générale de la prévention des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur, 75302 Paris cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons en Champagne cedex.

Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 5 : Ampliations

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, Mme la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne Ardenne, M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, à M. le sous préfet de Vitry le François, aux directions départementales de l'équipement, direction départementale de l'agriculture et de la forêt, direction régionale et départementale des affaires sanitaires et sociales de Champagne Ardenne et de la Marne, direction du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, direction départementale des services d'incendie et de secours, direction régionale de l'environnement.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Pargny sur Saulx pendant une durée minimale d'un mois.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société IMERYYS T.C., lieudit « Le Cul de Fer », 51340 PARGNY SUR SAULX.

Châlons en Champagne, le 16 octobre 2008
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

SIGNE

Alain CARTON